

**Art. 10.** – Les candidats tête de liste peuvent, dans le même délai, faire parvenir à la préfecture les exemplaires d'un feuillet de propagande de format 210 x 297 mm pour transmission aux électeurs.

**Art. 11.** – Les instruments de vote et, éventuellement, un exemplaire du feuillet propagande sont adressés aux électeurs par le préfet du département du siège de la délégation le 14 novembre 2001 au plus tard.

**Art. 12.** – Le vote a lieu par correspondance.

Chaque électeur dispose d'une voix et ne peut voter que pour une liste complète sans radiation ou adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats.

L'enveloppe de scrutin doit être exempte de toute mention.

Elle est placée dans l'enveloppe d'expédition.

Au verso de l'enveloppe d'expédition, les électeurs inscrivent en lettres d'imprimerie, en face des mentions réservées à cet effet, leur nom, prénoms, mandat électif détenu, collectivité territoriale de ce mandat et apposent leur signature.

**Art. 13.** – La date de clôture du scrutin est fixée au 29 novembre 2001, à 16 heures au plus tard.

Les bulletins de vote parvenus après cette date ne sont pas pris en compte lors du dépouillement.

**Art. 14.** – La commission mentionnée à l'article 3 du présent arrêté procède le 30 novembre 2001 au plus tard au recensement et au dépouillement des bulletins de vote.

Un représentant de chacune des listes de candidats peut assister au dépouillement.

La commission proclame les résultats dès l'achèvement des opérations de dépouillement et dresse procès-verbal des résultats.

Les résultats du scrutin sont affichés, dès leur proclamation, dans les préfectures et les sous-préfectures du ressort territorial de la délégation ainsi qu'au siège de la délégation et dans les centres de gestion concernés.

**Art. 15.** – Le directeur général des collectivités locales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 27 août 2001.

*Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,  
MICHEL SAPIN*

*Le ministre de l'intérieur,*

DANIEL VAILLANT

**Arrêté du 30 août 2001 modifiant l'arrêté du 13 août 2001 fixant le nombre de postes offerts aux concours interministériels d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2001 et leur répartition par corps en vue du recrutement d'attachés destinés à être affectés à des fonctions relatives au traitement de l'information (promotion « analyste » 2002-2003)**

NOR : FPPA0100102A

Par arrêté du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat en date du 30 août 2001, l'arrêté du 13 août 2001 fixant le

nombre de postes offerts aux concours interministériels d'accès aux instituts régionaux d'administration organisés au titre de l'année 2001 et leur répartition par corps en vue du recrutement d'attachés destinés à être affectés à des fonctions relatives au traitement de l'information (promotion « analyste » 2002-2003) est modifié comme suit :

« Le nombre de postes offerts aux concours spéciaux externe, interne et au troisième concours spécial d'accès aux instituts régionaux d'administration (analystes) est fixé comme suit :

Concours externe : 22 ;

Concours interne : 17 ;

Troisième concours : 3.

Les 42 postes mentionnés ci-dessus sont répartis par corps, comme suit :

ADMINISTRATION ET CORPS	NOMBRE de postes à pourvoir
Attaché d'administration centrale du ministère de l'éducation nationale.....	5
Attaché d'administration centrale du ministère de la justice.....	1
Attaché d'administration centrale du ministère de l'agriculture et de la pêche.....	3
Attaché des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de la pêche.....	2
Attaché d'administration centrale du ministère de l'intérieur.....	2
Attaché d'administration centrale du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.....	10
Attaché d'administration centrale du ministère de l'emploi et de la solidarité :	
– secteur emploi.....	2
– secteur solidarité.....	5
Attaché d'administration centrale du ministère de l'équipement, des transports et du logement.....	2
Inspecteur des affaires maritimes.....	2
Attaché de l'aviation civile.....	1
Attaché d'administration centrale de la défense.....	2
Attaché des services déconcentrés du ministère de la défense.....	2
Attaché de préfecture.....	3
Total.....	42

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Décret n° 2001-792 du 31 août 2001 portant règlement général du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport délivré par le ministère de la jeunesse et des sports**

NOR : MJSK0170109D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code du travail, et notamment le titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> et le livre IX ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ;

Vu la loi de programme n° 85-1371 du 23 décembre 1985 modifiée relative à l'enseignement technologique et professionnel ;

Vu le décret n° 72-607 du 4 juillet 1972 modifié relatif aux commissions consultatives professionnelles ;

Vu le décret n° 92-23 du 8 janvier 1992 relatif à l'homologation des titres et diplômes de l'enseignement technologique ;

Vu le décret n° 93-489 du 26 mars 1993 relatif à la validation d'acquis professionnels pour la délivrance de diplômes technologiques et professionnels, modifié par le décret n° 99-127 du 22 février 1999 ;

Vu le décret n° 94-169 du 25 février 1994 portant organisation des services déconcentrés et des établissements publics relevant du ministre chargé de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu l'avis du 3 juillet 2001 du comité technique paritaire ministériel du ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu l'avis du 20 juin 2001 du Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse ;

Vu l'avis du 11 juillet 2001 du Conseil national des activités physiques et sportives ;

Vu l'avis du 12 avril 2001 de la Commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation.

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, délivré par le ministre de la jeunesse et des sports, est un diplôme d'Etat homologué au niveau IV de la nomenclature interministérielle des niveaux de formation établie en application de l'article L. 335-6 du code de l'éducation susvisé. Il atteste l'acquisition d'une qualification dans l'exercice d'une activité professionnelle en responsabilité à finalité éducative ou sociale, dans les domaines d'activités physiques, sportives, socio-éducatives ou culturelles.

Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires le prévoient, il atteste l'aptitude du titulaire, notamment en matière de protection des pratiquants et des tiers, à exercer des fonctions réglementées ou liées à un exercice professionnel.

**Art. 2.** – Le diplôme du brevet professionnel est délivré au titre d'une spécialité, disciplinaire, pluridisciplinaire ou liée à un champ particulier.

Chaque spécialité est créée :

- soit par un arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports ;
- soit dans le cas de création commune d'une spécialité, par un arrêté interministériel signé par les ministres concernés,

après avis de la commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation.

Cet arrêté définit le référentiel professionnel et le référentiel de certification.

**Art. 3.** – Le référentiel professionnel est composé de la présentation du secteur professionnel, de la description de l'emploi et de la fiche descriptive d'activités.

**Art. 4.** – Le référentiel de certification est composé de l'ensemble des unités constitutives du diplôme. Le référentiel de certification fixe pour chaque unité les compétences professionnelles, l'objectif terminal d'intégration, les objectifs intermédiaires des premier et second rangs ainsi que les modalités de l'évaluation certificative.

**Art. 5.** – Le diplôme du brevet professionnel est délivré :

- a) Soit par la voie d'unités capitalisables ;
- b) Soit par la validation d'acquis professionnels ;
- c) Soit par un examen composé d'épreuves ponctuelles.

Ces modalités peuvent être cumulées.

**Art. 6.** – Le diplôme du brevet professionnel, précédé le cas échéant d'une période de préqualification, est obtenu par capitalisation de dix unités dont quatre sont transversales, cinq sont spécifiques à la spécialité et une d'adaptation.

**Art. 7.** – Des unités capitalisables complémentaires respectant les mêmes exigences que pour celles constitutives du diplôme peuvent être associées au diplôme du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport. Ces unités capitalisables complémentaires peuvent être regroupées sous la forme d'un certificat de spécialisation.

Elles attestent de compétences professionnelles répondant à un besoin spécifique.

Elles sont délivrées dans les mêmes conditions que celles figurant dans le diplôme.

**Art. 8.** – Le brevet professionnel est préparé :

- a) Soit par la voie de la formation initiale ;
- b) Soit par la voie de l'apprentissage ;

c) Soit par la voie de la formation continue.

Lorsque le brevet professionnel est préparé par la voie initiale, l'arrêté prévu à l'article 2 du présent décret indique le volume horaire minimal de la formation.

Dans tous les cas, le parcours individualisé de formation doit être précédé d'un positionnement de l'apprenant.

**Art. 9.** – Des exigences préalables définies dans l'arrêté de spécialité peuvent être requises pour accéder aux formations proposées à l'article 8 ou à la certification prévue à l'article 5 du présent décret.

**Art. 10.** – Le jury est nommé par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs. Il est présidé par un fonctionnaire de catégorie A. Il est composé à parts égales :

- de formateurs et cadres techniques, dont la moitié au moins sont des agents de l'Etat ;
- de professionnels du secteur d'activité, à parité employeurs et salariés désignés sur proposition des organisations représentatives, sauf dispositions particulières prévues par l'arrêté de création de la spécialité.

**Art. 11.** – Chaque unité capitalisable, quel qu'en soit le mode d'acquisition, est délivrée par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs sur proposition du jury. La validité d'une unité capitalisable est de cinq ans. Cette durée peut, sur demande motivée, être prolongée d'un an, non renouvelable, par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs.

**Art. 12.** – Le diplôme du brevet professionnel est délivré par le directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs :

- seul, lorsqu'il s'agit d'une spécialité créée par le ministre chargé de la jeunesse et des sports, ou
- conjointement par les autorités compétentes des ministères concernés dans le cas d'une création commune de la spécialité.

**Art. 13.** – Les organismes de formation préparant au brevet professionnel par la voie des unités capitalisables pour une spécialité doivent avoir obtenu, préalablement à la mise en place de la formation, une habilitation du directeur régional de la jeunesse, des sports et des loisirs du lieu de formation. Les conditions de délivrance de l'habilitation sont fixées par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports après avis de la commission professionnelle consultative des métiers du sport et de l'animation.

**Art. 14.** – Le cursus de formation mis en œuvre par un organisme habilité respecte le principe de l'alternance prévoyant les séquences de formation en centre et celles en entreprise, sous tutorat pédagogique. La situation en entreprise est une situation de formation professionnelle qui n'ouvre pas de prérogatives professionnelles particulières pour l'apprenant. Elle est construite dans le respect du plan de formation mis en œuvre par l'organisme habilité et respecte une évolution liée à l'acquisition progressive et à la validation de compétences.

**Art. 15.** – En application de l'article 2 du présent décret, l'arrêté créant une spécialité peut fixer des mesures d'équivalence ou de dispense.

**Art. 16.** – Un arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports fixe les mesures transitoires, et notamment celles applicables aux personnes en cours de formation en vue de l'obtention du brevet d'Etat d'éducateur sportif ou du brevet d'Etat d'animateur technicien de l'éducation populaire et de la jeunesse.

**Art. 17.** – La ministre de la jeunesse et des sports est chargée de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 août 2001.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*La ministre de la jeunesse et des sports,*

MARIE-GEORGE BUFFET